



## Cap sur l'indépendance (Argumentaire 2b)

**L'indépendance est *nécessaire*<sup>1</sup> pour que les québécois décident par eux-mêmes de leur développement social et économique par le contrôle de l'ensemble de leurs ressources financières.**

### Schéma d'argumentation

1. La nation québécoise a connu des progrès fulgurants sur les plans social et économique depuis 50 ans malgré le frein que constitue notre dépendance politique
2. La réalité fiscale coloniale fait que le gouvernement du Canada dispose de la moitié de notre budget collectif pour les priorités d'une autre nation.
3. Le déséquilibre fiscal est toujours une réalité, niant l'autonomie politique de la nation québécoise
4. L'indépendance éliminera le coût et l'incohérence des politiques, nous permettant de relever les défis socio économiques du 21<sup>ème</sup> siècle

### 1. La nation québécoise a connu des progrès fulgurants depuis 50 ans malgré le frein que constitue le carcan fédéral

Depuis le début de la révolution tranquille en 1960, il y a 50 ans, la nation québécoise s'est transformée rapidement d'une nation peu développée en l'une des puissances économiques moyennes de la planète et l'une des sociétés les plus égalitaires. Nous avons réussi cela notamment en nationalisant l'électricité, en créant la Caisse de dépôt et de placement, en développant un mouvement coopératif fort et les Fonds de solidarité des travailleurs, sans compter nos programmes en santé, en protection de la jeunesse et en sécurité du revenu

En 2010, outre les 50 milliards de taxes et impôts qu'elle envoie chaque année à Ottawa et qu'il ne contrôle pas, notre nation dispose de fonds considérables : budget du Québec (69 milliards \$ en 2011); Caisse de dépôt et de placements (151 milliards \$ en 2010); Fonds de solidarité (7 milliards \$ en 2010); Épargne québécoise : 50% de l'épargne bancaires dans le mouvement coopératif Desjardins (160 milliards \$ en 2010).

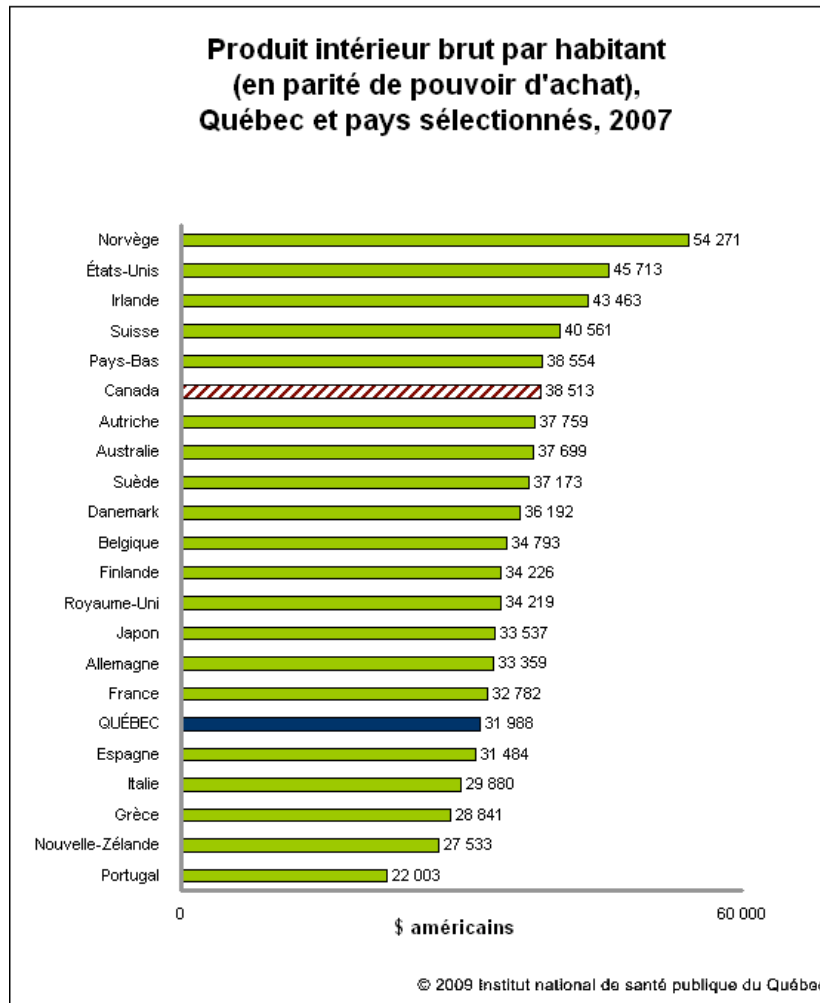
Le graphique suivant montre que le produit intérieur brut (PIB) par habitant du Québec se situe parmi les 20 premiers pays de l'OCDE. Cet indice de la richesse des nations place le

---

<sup>1</sup> Voir l'argumentaire 2a sur l'identité, notre langue et notre culture, ainsi que l'argumentaire 2c sur l'indépendance énergétique et les richesses naturelles.

Québec dans une situation enviable, comparable à celle de pays développés comme l'Allemagne, la France, l'Espagne et l'Italie. La performance de la Norvège et des autres pays scandinaves, pays de la taille du Québec, nous fournit un exemple à suivre.

Tous sont obligés de reconnaître maintenant la viabilité économique d'un Québec indépendant.



Source : Institut de la statistique du Québec. **Le Québec dans le monde. Statistiques économiques internationales, Sommet de la Francophonie, édition spéciale octobre 2008**

## 2. Une réalité fiscale coloniale : le gouvernement canadien dépense la moitié de notre budget collectif pour des priorités déterminées par une autre nation

Les fédéralistes sont obligés de changer leur discours. Ils veulent voir maintenant dans le développement du Québec une preuve des soi-disant bénéfices du régime politique canadien, comme si le progrès du Québec était dû à des actions surnaturelles de l'extérieur plutôt qu'au dynamisme de ses citoyens et de son gouvernement national. Il faut leur répondre que toutes ces réalisations l'on été pour l'essentiel sans l'apport du gouvernement

central et malgré le carcan constitutionnel. On ne soulignera jamais assez que notre nation a réussi à progresser tout en se privant d'une grande partie de ses recettes fiscales, environ 50 milliards de dollars cette année, versées à l'État canadien qui les gère en fonction d'intérêts et d'objectifs déterminés par un parlement où nous sommes de plus en plus minoritaires.

Le gouvernement central a investi depuis 40 ans 14 milliards dans le développement des hydrocarbures<sup>2</sup>, en particulier dans l'exploitation pétrolière des sables bitumineux de l'Alberta et, depuis 30 ans, quelques 6 milliards dans le développement du nucléaire en Ontario, mais pas un seul dollar dans le développement de l'hydro-électricité au Québec. Comme nous finançons plus de 20% du budget fédéral, c'est donc au minimum 4 milliards de nos taxes qui ont été investies dans les ressources énergétiques des autres provinces.

Dans le seul budget « fédéral » de l'année 2010, nous avons contribué pour près de 3 des 14 milliards de dollars dans l'industrie automobile ontarienne, alors le gouvernement central a investi un maigre 100 millions dans la revitalisation de l'industrie forestière québécoise dont dépend la prospérité de plusieurs régions, villes et villages du Québec.

Il faut souligner surtout l'obsession ridicule des politiciens fédéraux à l'égard de la défense comme si le Canada était une grande puissance offensive. Le budget de la défense canadienne totalise quelques 460 milliards de dollars sur 20 ans<sup>3</sup>, soit 23 milliards par année, dont le Québec paie au moins 20%, soit une somme de 4,6 milliards par année qui dépasse le déficit actuel du Québec, déficit qui amène le gouvernement du Québec à sabrer dans l'éducation et la santé. Le budget canadien de la défense se situe au 13<sup>ème</sup> rang mondial. Il est consacré notamment à des avions de chasse ultra performants et coûteux que seule une volonté politique de participer à des guerres offensives peut justifier. Le seul coût de la guerre en Afghanistan à laquelle la majorité des québécois étaient opposés nous a d'ailleurs coûté au minimum 2 milliards \$ en 10 ans.

En matière d'environnement, le budget fédéral de la défense est sans commune mesure avec la cécité du gouvernement. Comme le soulignait le Groupe de recherche appliquée en macro écologie (GRAMÉ) : « Un maigre 15 millions de dollars de "subventions non-accordées" correspond à moins de 0,05% des bénéfices d'exploitation annuel des entreprises d'extraction pétrolière et gazière (chiffrés à 30,3 milliards de dollars en 2006 selon Statistiques Canada). Il n'y a pas de quoi inquiéter l'industrie ! »<sup>4</sup> La fondation Suzuki maintient un compteur des subventions aux compagnies pétrolière<sup>5</sup> depuis le 25 septembre 2009, lesquelles totalisent plus de 2 milliards, montant qui augmentent chaque jour. À l'encontre des orientations du Québec, le gouvernement du Canada préfère investir dans l'armement et le pétrole, plutôt que sauvegarder l'environnement et l'avenir de la planète.

Sur un autre plan les graphiques suivants<sup>6</sup> indiquent l'ampleur du déséquilibre en faveur de l'Ontario du financement fédéral de la recherche entre 1993 et 2007.

---

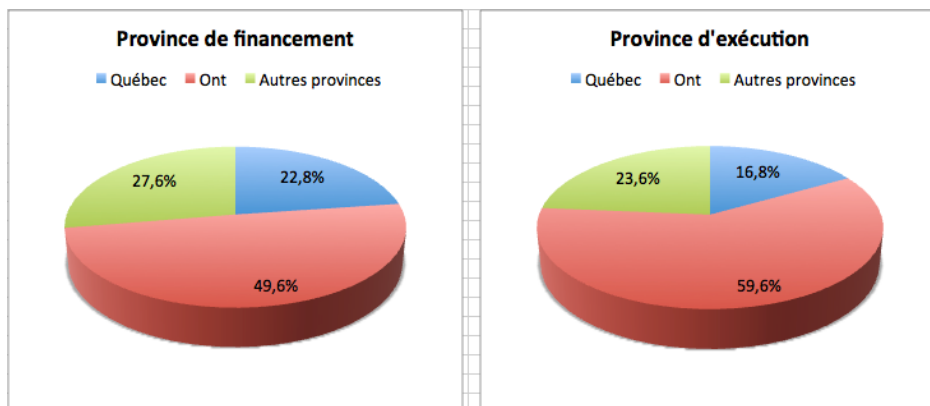
<sup>2</sup> [http://www.bloquebecois.org/dossiers/environnement/petrole\\_cadeaux.aspx](http://www.bloquebecois.org/dossiers/environnement/petrole_cadeaux.aspx)

<sup>3</sup> <http://www.policyalternatives.ca/publications/reports/canadian-military-spending-2010-11>

<sup>4</sup> <http://gaiapresse.ca/images/nouvelles/27915.pdf>

<sup>5</sup> <http://action.davidsuzuki.org/fr/subsidy>

<sup>6</sup> <http://www.statcan.gc.ca/pub/11-402-x/2010000/chap/science/tbl/tbl04-fra.htm>



Les politiques « fédérales » de soutien à la recherche scientifique, génératrices de milliers d'emplois de haut niveau, que nous finançons à hauteur de 20%, favorisent systématiquement l'Ontario. Sur les 58 milliards investis par Ottawa au cours de cette période, 29 milliards, soit près de 60% l'ont été en Ontario. L'établissement de centres de recherche ontariens par le fédéral défavorise systématiquement le Québec, soit 27 centres du côté ontarien et 0 dans l'Outaouais québécois.

Sur le plan financier également, l'État canadien met tout en œuvre depuis plusieurs décennies pour développer Toronto comme centre financier international, comme centre des transports et des communications, au détriment de Montréal, jusqu'à ce projet de création d'une agence ontarienne, pardon « nationale », qui remplacerait les autorités des marchés financiers des provinces dont celle du Québec.

### 3. Le déséquilibre fiscal est toujours une réalité, niant l'illusoire autonomie politique qui devait résulter de la création du Canada.

Certaines provinces accusent le Québec de se payer des services sociaux sur le dos des provinces pétrolières. Mais comme le souligne le récent document budgétaire du Québec sur les transferts fédéraux: « il est faux d'affirmer que c'est avec la péréquation que le Québec finance des services publics plus généreux que la moyenne canadienne. C'est par des impôts et taxes plus élevés »<sup>7</sup>. C'est là un choix de société en faveur de la solidarité sociale que le Québec a encore le droit de faire, malgré sa dépendance fiscale actuelle.

*Le Québec ne reçoit pas plus que ce qu'il envoie à Ottawa.* L'État canadien nous reverse la majorité des 50 milliards qu'il perçoit au Québec (moins le service de la dette qu'il a contractée en notre nom sans consultation et sans notre accord.) en prestations ou en services divers aux individus et aux entreprises, ou aux programmes des provinces en éducation et en santé. Mais ces dépenses pourraient tout aussi bien être assumées par l'État québécois si on gardait nos impôts chez nous. Si on regarde l'ensemble des transferts fédéraux-provinciaux, en 2007, le Fédéral a perçu 45 775 milliards \$ au Québec et y a dépensé 50 541 milliards \$ soit un gain apparent de 4 766 milliards \$. Mais il inclut dans ses

<sup>7</sup> Gouvernement du Québec, Le Point sur les transferts fédéraux, Annexe au budget 2011-2012, <http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/Budget/2011-2012/fr/documents/TransfertsFederaux.pdf>

dépenses au Québec un montant de 7 363 milliards \$ en intérêts sur la dette<sup>8</sup>. Si on enlève ce montant des dépenses fédérales, on obtient des dépenses réelles de 43 178 milliards, inférieure de – 2 597 milliards \$ aux sommes perçues au Québec. Serions-nous d'accord pour emprunter et payer des intérêts pour des dépenses en double ou non prioritaires, ou celles qui empiètent sur les responsabilités du Québec?

*Les transferts fédéraux aux provinces ont pour source un déséquilibre fiscal : le fédéral perçoit trop de revenu en égard de ses dépenses.* Dans l'ensemble, en 2007 avant la crise mondiale, le gouvernement « fédéral » disposait d'un surplus de 16 milliards même après les transferts aux provinces. C'est la mesure de la capacité d'intervention directe du « fédéral », dans des domaines non prioritaires pour le Québec ou dans les champs de compétence du Québec où il peut imposer ses orientations comme en santé, en éducation ou dans les affaires municipales, ou parfois même carrément créer des dépenses qui doublent ou contredisent celles du Québec.

*Les chevauchements entre les deux paliers de gouvernement sont coûteux.* La duplication des services entre les deux paliers de gouvernements, source de dépenses inutiles et incohérentes, était évaluée à 2,7 milliards \$ par an dans le rapport Legault de 2005 sur la base des chiffres de 1994-95. Elle s'élève probablement à plus de 4 milliards \$ maintenant.

*Les transferts fédéraux sont relativement peu importants dans l'ensemble de l'économie.* L'ensemble des transferts entre le fédéral et les provinces, incluant la péréquation et les transferts canadiens en matière de santé et de programmes sociaux, ne représentaient 3,7 % du PIB en 1980-81, redescendaient à 2,4 % en 1998-99, pour remonter à 3,1 % en 2011-2012. Autrement dit, les provinces n'ont rattrapées que la moitié des coupures drastiques dans les transferts décidées unilatéralement par Ottawa en 98-99. De ce pourcentage, la majorité, soit 2,3% du PIB, sont répartis par le fédéral au prorata de la population et non donc aucun effet de redistribution entre les provinces tout en permettant à Ottawa d'influer sur les décisions provinciales. Reste le 0,8 % du programme de péréquation dont l'effet redistributeur est relativement peu important.

*Québec est une des provinces qui retirent le moins de la péréquation.* Le tableau qui suit <sup>9</sup> montre que 6 provinces sont « bénéficiaires » de la péréquation. Le Québec n'est donc pas seul à recevoir des paiements de péréquation et si on tient compte de la population, il est, avec l'Ontario, la province qui en reçoit le moins par habitant, soit 984 \$ par personne. Par ailleurs, la péréquation stimule surtout l'économie ontarienne qui bénéficie de 26,8 milliards de dollars d'achat de la part des autres provinces, contre une balance commerciale défavorable de -1,8 milliards pour le Québec. En augmentant les redevances de nos richesses naturelles, en éliminant le coût des dédoublements de services et toutes les dépenses fédérales qui ne servent pas au Québec, un Québec indépendant pourrait facilement se passer de la péréquation.

---

<sup>8</sup> Statistiques Canada : <http://www.statcan.gc.ca/pub/13-018-x/2009002/t/tab0724-fra.htm>

<sup>9</sup> Gouvernement du Québec, Le Point sur les transferts fédéraux, Annexe au budget 2011-2012, <http://www.budget.finances.gouv.qc.ca/Budget/2011-2012/fr/documents/TransfertsFederaux.pdf>

### Péréquation et population des provinces bénéficiaires, 2011-2012

	A	B	A x B
	\$ par habitant	Population	En M\$
Ontario	181	12 947 556	2 350
Québec	984	7 765 973	7 639
Nouvelle-Écosse	1 254	937 361	1 176
Manitoba	1 388	1 207 858	1 677
Nouveau-Brunswick	1 990	747 728	1 488
Île-du-Prince-Édouard	2 358	139 875	330
<b>TOTAL</b>	<b>617</b>	<b>23 746 351</b>	<b>14 659</b>

Note : Les chiffres étant arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.  
Source des données : Ministère des Finances du Canada.

*La péréquation est remise en question et gérée souvent avec inéquité.* La péréquation est contestée par les provinces contributrices, le régime actuel des transferts fédéraux venant à échéance le 31 mars 2014. Elle souffre également d'un certain nombre d'iniquités soulignées dans l'énoncé budgétaire du Gouvernement du Québec 2010-2011 qui réclame des compensations du fédéral, soit la compensation du Québec pour l'harmonisation des taxes de vente (2,6 milliards \$); le traitement des revenus d'Hydro-Québec dans le programme de péréquation (250 millions \$); une façon équitable de réduire le coût du programme de péréquation (357 millions \$); une application systématique des « paiements de protection » offerts à certaines provinces mais non au Québec; un règlement du litige à l'égard du programme de stabilisation des revenus (137 millions \$).

Est-ce que « l'avantage » de la péréquation vaut la peine en regard de l'importance de contrôler l'ensemble de notre budget et d'assurer une cohérence des programmes et des services gouvernementaux pour les orienter en fonction des besoins de la population et du développement du Québec, notamment le développement de ses richesses naturelles, de la recherche, de l'investissement en éducation et en santé, et pour un développement économique respectueux de l'écologie? Poser la question c'est y répondre.

L'unité et la cohérence de l'action de l'État pour catalyser les moyens d'une société sont primordiales. Cette cohérence peut être canadienne, favorisant le développement de l'Ontario et de l'Ouest, ou totalement québécoise. Un État du Québec indépendant ayant presque le double du budget de la Province de Québec, éliminant en partie les inefficacités et les coûts des programmes des deux paliers de gouvernement concurrents, aurait une marge de manœuvre plus grande pour faire face aux crises budgétaires et aux exigences du développement. C'est ce que démontrait le rapport Legault en 2005, avant la crise économique.

#### 4. L'indépendance est rentable pour le Québec

S'il y a une chose qu'a démontrée la crise financière actuelle, c'est l'importance de l'État. Sans l'État et ses investissements massifs pour renflouer l'économie, nous allons vers la catastrophe. L'unité et la cohérence de l'action de l'État pour catalyser les moyens d'une société sont primordiales. Dans un Québec indépendant, nous dépenserons 100% de nos taxes et impôt en fonction des priorités et des besoins du Québec, 0% dans les sables bitumineux de l'Ouest ou l'énergie atomiques et 100% dans nos ressources renouvelables.

Nous pourrions réaliser un projet d'indépendance énergétique, de développement durable et d'utilisation réduite des énergies fossiles par la coordination de nos dépenses en énergie, en transport, en environnement, en politique industrielle, en éducation, en communication, en commerce extérieur, responsabilités dont une bonne partie nous échappe.

Un Québec souverain pourrait suivre l'exemple des pays nordiques, en particulier de la Norvège qui, avec ses 5 millions d'habitants, a dépassé les États-Unis au classement des pays les plus riches quant au PIB/habitant. La Norvège a su gérer de façon éthique son fonds pétrolier qui était de 198 milliards en 2005 et de 500 milliards \$ actuellement. Elle s'en sert à des fins sociales pour le bien être de sa population et l'établissement d'une société plus juste.<sup>10</sup>

Notre identité nationale distincte nous conduit à considérer l'État québécois comme notre seul véritable État national, avec comme conséquence que nous nous désintéressons pour la plupart de ce qui se passe à Ottawa, comme si les milliards que nous y envoyons étaient en quelque sorte la rançon de la conquête dont le gouvernement « canadien » peut disposer à sa guise. Nous assistons ainsi régulièrement à cet absurde débat sur la crise « soi-disant » permanente des finances publiques de l'État québécois, où il manque toujours de l'argent pour l'éducation, la santé, la culture, la lutte à la pauvreté et le développement, sans que soit évoquée la réalité fiscale coloniale qui est nôtre dans le régime canadien.

Nous devons refuser tout scénario budgétaire fondé sur le maintien de la dépendance politique actuelle du Québec au delà de 2012, comme le fait actuellement le gouvernement du Québec soutenu par les conseillers « lucides » qu'il s'est donné. Ceux-ci, se basant sur une analyse jusqu'en 2025, supposent que Québec sera encore dans le carcan budgétaire fédéral. Ils recommandent donc une diminution drastique des dépenses gouvernementales et une augmentation des tarifs des services publics et des taxes. Bref, on nous propose un gouvernement largement impuissant gérant le budget collectif en mode décroissance sans le moindre projet collectif à l'horizon.<sup>11</sup>

Non seulement sur le plan identitaire et linguistique, mais sur le plan budgétaire et économique, il est urgent d'accéder à l'indépendance le plus rapidement possible, de regrouper nos deux moitiés de budget, de mettre fin à notre dépendance fiscale, et par conséquent politique, pour entrer dans l'économie du 21<sup>ème</sup> siècle. Là est clairement la voie de notre avenir !

---

<sup>10</sup> [http://www.frstrategie.org/barreCompetences/DEFind/fond\\_norvegien.pdf](http://www.frstrategie.org/barreCompetences/DEFind/fond_norvegien.pdf)

<sup>11</sup> <http://consultations.finances.gouv.qc.ca/media/pdf/le-quebec-face-a-ses-defis-fascicule-1.pdf>